



Contrat de partenariat
Association e-Enfance / 3018
Fédération Française de Natation

Entre les soussignés :

L'Association e-Enfance / 3018, Association au sens de la loi du 1er juillet 1901, et reconnue d'utilité publique, dont le siège social est sis 30 rue notre Dame des Victoires 75002 Paris, représentée par Madame Béatrice COPPER-ROYER, Présidente, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désigné « e-Enfance »

D'une part,

Et :

La Fédération Française de Natation, association au sens de la loi du 1er juillet 1901, délégataire de service public par arrêté du 28 février 2022, dont le siège social est sis 104 Rue Martre CS 70052 92583 CLICHY Cedex, représentée par Monsieur Gilles SEZIONALE, Président, ayant tous pouvoirs à l'effet des présentes,

Ci-après désignée « FFN »

D'autre part,

Ci-après conjointement désignés « Partenaires »,

IL A ETE PREALABLEMENT CONVENU CE QUI SUIT

PREAMBULE

Reconnue d'utilité publique, l'Association e-Enfance /3018 est depuis 2005 la référence pour la protection de l'Enfance sur internet et l'éducation à la citoyenneté numérique. Elle est le point d'entrée unique pour les enfants, les adolescents, leurs parents et les professionnels sur toutes les problématiques liées aux usages numériques. Agréée par le Ministère de l'Éducation nationale depuis plus de 10 ans, l'Association agit au quotidien pour mener des actions de sensibilisation en milieu scolaire du primaire au lycée, dans le cadre péri et extra-scolaire et auprès des étudiants. Elle forme les parents et les professionnels, concernant les risques et les usages responsables d'internet. Partenaire officiel du Ministère de l'Éducation nationale dans la lutte contre le harcèlement entre élèves, le 3018 est le numéro national pour accompagner les jeunes, victimes de violences numériques et aider leurs parents et les professionnels dans leur rôle d'éducation.

Conformément à ses statuts, et par délégation du Ministère de l'Éducation Nationale, de la jeunesse et des sports aux termes d'un arrêté en date du 28 mars 2022 pris en application du code du Sport, la FFN est une association-loi 1901 reconnue d'utilité publique qui a pour mission l'organisation, le développement et la promotion des pratiques de la natation sur le territoire français.

Par un communiqué de presse de décembre 2021, le ministère chargé des Sports a informé les fédérations sportives que 18 associations, dont l'Association e-Enfance / 3018 fait partie, avaient été retenues et subventionnées dans le cadre de l'appel à manifestation d'intérêt « Éthique et intégrité dans le sport ».

Au-delà de la féliciter pour cette reconnaissance ministérielle de son apport substantiel en matière de lutte contre le harcèlement scolaire, la FFN a souhaité rencontrer l'Association e-Enfance / 3018 dans l'objectif d'initier une réflexion sur la conclusion d'un partenariat entre les deux structures afin de promouvoir et assurer à nos licenciés une pratique sportive éthique, respectueuse et émancipatrice.

Entre les soussignés, il a été convenu d'organiser, conventionnellement, leurs relations partenariales résultant d'un projet de prévention des pratiquants de la Natation sur les sujets et les problématiques liées à l'univers numérique.

Ainsi, de nombreux sujets tel que le cyberharcèlement, l'exposition aux écrans, l'exposition à la pornographie, les risques liés aux jeux vidéo, la pédophilie en ligne, les logiciels de contrôle parental, l'usurpation d'identité, les escroqueries en ligne et les fakes news sont abordés et traités lors des interventions.

Le présent contrat a également pour ambition de faire connaître le numéro court national « 3018 – Violences Numériques » et notamment son application 3018 à tous les licenciés de la FFN. L'application 3018 permet de signaler toute situation de harcèlement et d'assurer une prise en charge rapide et globale des victimes.

Aussi, les Partenaires s'engagent, dans le cadre du présent contrat de partenariat, quant aux modalités pratiques dudit partenariat.

Les Partenaires reconnaissent avoir discuté et négocié le temps nécessaire afin d'aboutir au présent accord, lequel reflète leur exacte volonté.

CECI EXPOSE, IL A ETE CONVENU ET ARRETE CE QUI SUI

ARTICLE 1^{ER} : OBJET

Par ce contrat les parties établissent leur collaboration dans la prévention et la lutte contre les risques liés aux usages numériques.

Plus précisément, cette convention a pour objet de décrire les objectifs et actions à réaliser pour :

- Accompagner et soutenir parmi nos licenciés, les victimes de violences numériques dans le milieu de la Natation ;
- Sensibiliser, informer et éduquer les sportifs, les éducateurs sportifs et les dirigeants des clubs affiliés à la FFN, des ligues et comités départementaux ;
- Présenter et faire connaître le numéro court national et l'application 3018 – Violences Numériques.

ARTICLE 2 - DUREE

Le présent contrat est conclu pour une durée d'un (1) an à compter du 1^{er} septembre 2023. Le contrat prendra ainsi fin le 31 août 2024. Il sera reconductible chaque année par tacite reconduction.

Pour s'opposer à la reconduction de la présente convention, la FFN ou E-Enfance devra simplement en informer l'autre partie par courrier adressé par courriel en y précisant les raisons.

ARTICLE 3 – ENGAGEMENTS DES PARTENAIRES

Article 3.1- La FFN s'engage à :

- Lutter contre tous les types de violences physiques ou morales dans le milieu de la Natation et mettre en place des actions afin de sensibiliser et d'éduquer les sportifs ainsi que leurs encadrants sur les usages et les dangers du numérique ;
- Communiquer les moyens de prise en charge des victimes au sein de ses organes déconcentrés et/ou ses clubs affiliés ;
- Communiquer sur le site fédéral grand public de la FFN un lien renvoyant aux sites internet de l'Association e-Enfance / 3018 (<https://e-enfance.org/>). L'application « **3018** » sera également mise en avant, dans l'encart « *Lutte contre les maltraitances et discriminations* » afin de faciliter son téléchargement par nos licenciés ;
- la communication sur le 3018 et l'Application 3018 pourra avoir lieu sur tout support de communication que la FFN jugerait utile (newsletter, réseaux sociaux...)
- Proposer directement la mise en relation avec le 3018 pour tous les cas de harcèlement ou de violences liées à l'utilisation du numérique ;
- Les frais d'intervention non couverts par la subvention dédiée par le ministère des sports seront pris en charge directement par la structure organisatrice.
- Diffuser au sein des clubs affiliés et organes déconcentrés les supports de communication (Affiches) mis à disposition par l'Association e-Enfance / 3018 afin de faire la promotion du numéro court national 3018 – Violences Numériques

Article 3.2- E-enfance / 3018 s'engage à :

- Aider les victimes de violences numériques dans le milieu de la Natation, afin de retirer des contenus préjudiciables les concernant sur différents réseaux sociaux et autres supports numériques (Facebook, Twitter, Tiktok, Instagram, Youtube...) ;
- Proposer des outils de communication et de la documentation dématérialisée sur les violences numériques qui seront disponibles sur le site internet de la FFN et partagés aux licenciés via les différents canaux de communication fédéraux (newsletter, réseaux sociaux) ;
- Mettre en place des actions de formation et de sensibilisation auprès des sportifs, des encadrants, des organes déconcentrés de la FFN et/ou de ses clubs affiliés en fonction des disponibilités de plannings de l'Association e-Enfance / 3018 ;
- Informer systématiquement la FFN des situations traitées par l'association, après accord de la victime, laissant penser que des licenciés de la FFN ont été victimes, avec la mise en place d'un protocole de remontées validées par les deux instances signataires de ladite convention
- Communiquer sur le partenariat, en le valorisant sur son site et sur tout support de communication qu'elle jugerait utile (newsletter, réseaux sociaux...)
-

Article 3.3- Engagement commun :

- Médiatiser conjointement le lancement du partenariat à travers un communiqué de presse et communiquer sur sa mise en œuvre.
- Autoriser l'autre partie à communiquer sur tous supports sa dénomination, son logo type et des informations sur le partenariat.
- Chaque Partie est et demeure seule titulaire des droits de propriété intellectuelle ou industrielle relatifs aux œuvres, marques et logos dont elle est titulaire ou cessionnaire et/ou qu'elle utilise dans le cadre et pour les besoins de son activité. En conséquence, chaque Partie consent à l'autre, pour les seuls besoins de l'exécution de la Convention et dans la limite de sa durée, une licence gratuite, non exclusive et non cessible des droits de propriété intellectuelle ou industrielle attachés auxdits œuvres, marques et logos pour les seuls besoins de la réalisation de l'objet de la Convention.
- La communication pourra s'étendre au-delà de la date d'expiration de la Convention et au plus tard dans les 12 mois suivant son terme.

ARTICLE 4 – PROTECTION ET TRANSMISSIONS DES DONNEES

Article 4.1 - En ce qui concerne les victimes

Les partenaires s'engagent par la présente à se transmettre mutuellement les informations concernant les éventuelles victimes, ce uniquement avec leurs consentements exprès et/ou le cas échéant, celui de leurs représentants légaux.

Article 4.2 - En ce qui concerne les mis en cause

N'ayant pas accès à l'identité des mis en cause, mais seulement éventuellement à des libellés de comptes/profils, l'Association e-Enfance s'engage à transmettre des échanges privés sous réserve du consentement éclairé de la victime.

Les parties s'engagent conjointement à transmettre tous dossiers concernant des faits pénalement répréhensibles :

- À la cellule Signal-sports direction des sports du ministère chargé des Sports des procédures engagées à l'adresse suivante : signal-sports@sports.gouv.fr
- Sur la Plateforme d'harmonisation, d'analyse, de recoupement et d'orientation des signalements (PHAROS) ;
- À la cellule de recueil, de traitement et d'évaluation des informations préoccupantes (**CRIP**) territorialement compétente.

Article 4.3 – En ce qui concerne la protection des données

Les parties s'engagent à respecter scrupuleusement la législation en vigueur concernant la protection des données personnelles.

ARTICLE 5 – ÉVOLUTION DU CONTRAT

Les deux Partenaires se réuniront une fois par an pour faire le point sur le partenariat.

A l'issue de ce bilan, les parties pourront éventuellement négocier d'autres conditions et modalités de reconduction.

ARTICLE 6 – IMPREVISION

En cas de changement de circonstances imprévisibles lors de la conclusion du contrat, conformément aux dispositions de l'article 1195 du Code civil, la Partie qui n'a pas accepté d'assumer un risque d'exécution excessivement onéreuse peut demander une renégociation du contrat à son cocontractant.

ARTICLE 7 – EXCEPTION D'INEXECUTION

Il est rappelé qu'en application de l'article [1219 du Code civil](#), chaque Partie pourra refuser d'exécuter son obligation, alors même que celle-ci est exigible, si l'autre Partie n'exécute pas la sienne et si cette inexécution est suffisamment grave, c'est-à-dire, susceptible de remettre en cause la poursuite du contrat ou de bouleverser fondamentalement son équilibre économique. La suspension d'exécution prendra effet immédiatement, à réception par la Partie défaillante de la notification de manquement qui lui aura été adressée à cet effet par la Partie victime de la défaillance indiquant l'intention de faire application de l'exception d'inexécution tant que la Partie défaillante n'aura pas remédié au manquement constaté, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou sur tout autre support durable écrit permettant de ménager une preuve de l'envoi.

Cette exception d'inexécution pourra également être utilisée à titre préventif, conformément aux dispositions de l'article [1220 du Code civil](#), s'il est manifeste que l'une des Parties n'exécutera pas à l'échéance les obligations qui lui incombent et que les conséquences de cette inexécution sont suffisamment graves pour la Partie victime de la défaillance.

Cette faculté est utilisée aux risques et périls de la Partie qui en prend l'initiative.

La suspension d'exécution prendra effet immédiatement, à réception par la Partie présumée défaillante de la notification de l'intention de faire application de l'exception d'inexécution préventive jusqu'à ce que la Partie présumée défaillante exécute l'obligation pour laquelle un manquement à venir est manifeste, signifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou sur tout autre support durable écrit permettant de ménager une preuve de l'envoi.

ARTICLE 8 - RESOLUTION

Article 8.1 Résolution pour inexécution suffisamment grave

La Partie victime de la défaillance pourra, nonobstant la clause Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations figurant ci-après, en cas d'inexécution suffisamment grave de l'une quelconque des obligations incombant à l'autre Partie, notifier par lettre recommandée avec demande d'avis de réception à la Partie Défaillante, la résolution fautive des présentes 8 jours après la réception d'une mise en demeure de s'exécuter restée infructueuse, et ce en application des dispositions de l'article [1224 du Code civil](#). La mise en demeure ne produira effet que si elle mentionne expressément la présente.

Article 8.2 Résolution pour force majeure

Il est convenu expressément que les parties peuvent résoudre de plein droit le présent contrat, sans sommation, ni formalité en cas de force majeure.

Article 8.3 Résolution pour manquement d'une partie à ses obligations

Le contrat pourra être résolu au gré de la partie lésée en cas d'inexécution par l'autre partie d'une quelconque des obligations du présent contrat.

Il est expressément entendu que cette résolution pour manquement d'une partie à ses obligations aura lieu de plein droit 8 jours après la réception d'une mise en demeure de s'exécuter, restée, en tout ou partie, sans effet. La mise en demeure pourra être notifiée par lettre recommandée avec demande d'avis de réception ou tout acte extrajudiciaire. Cette mise en demeure devra mentionner l'intention d'appliquer la présente clause.

Article 8.4 Effet de la résolution

Les prestations échangées entre les Parties depuis la conclusion du contrat et jusqu'à sa résolution ayant trouvé leur utilité au fur et à mesure de l'exécution réciproque de celui-ci, elles ne donneront pas lieu à restitution pour la période antérieure à la dernière prestation n'ayant pas reçu sa contrepartie. Dans ce cas, la résolution est qualifiée de résiliation. En tout état de cause, la Partie lésée pourra demander en justice l'octroi de dommages et intérêts.

ARTICLE 9 - CONSEQUENCE DE LA CESSATION DE LA CONVENTION

A la date d'effet de la cessation de la présente convention, quelle qu'en soit la cause, les Parties s'engagent à retirer toute référence au partenariat, sans nuire à leur réputation et notoriété respectives.

ARTICLE 10 - DISPOSITION DIVERSES

Article 10.1 Intuitu personae

La présente convention est conclue intuitu personae, c'est-à-dire en considération de la personne de chaque Partie et de ses compétences.

En conséquence, les Parties s'interdisent de céder ou de transmettre à un tiers à quelque titre que ce soit, directement ou indirectement, totalement ou partiellement, à titre onéreux ou gratuit, les droits et obligations de la convention sans l'accord exprès, préalable et écrit de l'autre Partie.

En cas de non-respect de cette clause, la convention pourra être résiliée sans délai par la Partie victime de la défaillance.

Article 10.2 Indépendance des parties

Les Parties déclarent exercer leur activité en toute indépendance, chacune subvenant seule à ses frais et charges de manière autonome.

Ainsi, la présente convention n'est expressément pas constitutive d'une association ou d'une société de fait.

Rien dans le présent contrat ne pourrait être interprété comme créant un lien de subordination entre l'Association e-Enfance / 3018 et la FFN.

Article 10.3 Respect des droits de propriétés

La FFN est titulaire exclusive de l'intégralité des droits de marque, d'appellation, d'image, de propriété intellectuelle du regroupement des activités de la natation - de l'apprentissage au plus haut-niveau - en sa qualité notamment de fédération sportive délégataire.

ARTICLE 11 – L'ACCORD DE CONFIDENTIALITE ET DE NON-DIVULGATION

Chacune des parties exécute ses propres obligations, en ayant accès à l'ensemble des informations et documentations nécessaires, en toute confidentialité. Chacune des parties est tenue au respect d'une stricte obligation de discrétion sur tout ce qui concerne l'exécution de ce contrat.

Ces obligations continueront à être en vigueur pendant cinq (5) ans après l'expiration du présent accord.

ARTICLE 12 – L'INTEGRALITE DU CONTRAT

Le présent contrat constitue l'intégralité des conventions entre les parties et ne pourra être modifié et/ou complété que par un avenant écrit et signé par toutes les parties.

Il annule et remplace tout accord antérieur verbal ou/et écrit entre les parties.

ARTICLE 13 – DROIT APPLICABLE – ÉLECTION DE DOMICILE – REGLEMENT DES LITIGES

La présente convention est soumise au droit français.

Pour l'exécution des présentes, les Parties élisent domicile aux adresses indiquées au présent Contrat. Tout changement d'adresse en cours de convention devra être notifié par la Partie concernée à l'autre Partie dans les meilleurs délais.

En cas de difficulté dans l'exécution des obligations figurant au présent contrat, les parties rechercheront avant tout une solution amiable.

Tout litige intervenant concernant la présente convention qui ne pourrait être réglé amiablement sera porté devant le tribunal matériellement et territorialement compétent.

Fait en deux exemplaires à Clichy Le,

Pour l'Association e-Enfance / 3018

Madame Béatrice COPPER-ROYER

Pour la FFN

Monsieur Gilles SEZIONALE